



PAR
PHILIPPE DANJOU
MEMBRE DU BOARD DE L'IASB,
ANCIEN DIRECTEUR DES AFFAIRES
COMPTABLES DE L'AMF

L'extension du domaine... des IFRS

Le 1^{er} janvier 2015 marque le dixième anniversaire de l'application des IFRS en Europe. Une bonne date pour faire le point : quels pays rendent ces normes obligatoires, autorisées, interdites ? La Fondation IFRS a rendu publique une vaste étude dont Philippe Danjou, membre du Board de l'IASB, nous détaille les résultats.

126 PAYS SE SONT PRONONCÉS EN FAVEUR DES IFRS

La Fondation IFRS a pu analyser 138 pays, sur les 197 que reconnaît l'ONU. Dans pratiquement tous, l'autorité compétente a pris position en faveur des IFRS comme seul référentiel d'information financière à vocation mondiale. Ainsi, 126 pays se sont prononcés de façon positive, dont l'intégralité des pays représentés au G20. Ils représentent 96% du PIB mondial. Dans 8 pays, toutefois, l'autorité compétente ne s'est pas prononcée publiquement (Belize, Bermuda, Iles Cayman, Egypte, Macao, Suriname, Suisse et Vietnam). Mais même dans les grands pays qui ne les ont pas encore adoptés, les IFRS sont largement utilisés - nous y reviendrons.

114 PAYS ONT ADOPTÉ LES IFRS

Au-delà de la déclaration d'intention, 114 pays (82%) imposent les IFRS à toutes, ou à l'essentiel de leurs sociétés d'intérêt public. Parmi ces pays, on note néanmoins une certaine diversité. Dans le temps tout d'abord : pour deux pays,

la décision est prise mais pas encore effective (Colombie et Bhoutan passent respectivement aux IFRS en 2015 et 2021). Ensuite, certains pays appliquent les IFRS, mais ont adopté des versions antérieures des normes (Macédoine (2009); Myanmar (2010); Sri Lanka (2011); et Venezuela (2008)). Selon les informations disponibles, ces pays travaillent à se mettre à jour. Enfin, certains pays, peu nombreux, ont procédé à un aménagement temporaire de certaines dispositions des normes IFRS. Le plus notable est le fameux « *carve-out* » européen, qui a consisté à modifier légèrement la norme IAS 39 lors de son adoption en Europe pour en supprimer certains paragraphes relatifs à la comptabilité de couverture. L'application du *carve-out* ne concerne qu'une vingtaine de banques, parmi les 8 000 entités européennes cotées qui appliquent les IFRS. D'autres aménagements temporaires effectués par certaines juridictions consistent à différer la date d'application de certaines normes. Ainsi, l'Europe a différé à 2014 l'entrée en vigueur obligatoire des normes IFRS 10, 11 et 12.

Parmi les 114 pays qui appliquent les IFRS, certains ont édicté des normes nationales qui sont mot pour mot les IFRS. Les plus notables sont l'Australie, Hong-Kong et la Nouvelle Zélande. Dans ces pays, les IFRS s'appliquent donc à toutes les sociétés, cotées ou non, pour leurs comptes consolidés comme individuels.

12 PAYS NE RENDENT PAS LES IFRS OBLIGATOIRES, MAIS LES AUTORISENT

Il s'agit des pays suivants : Bermuda, Iles Cayman, Guatemala, Honduras, Inde, Japon, Madagascar, Nicaragua, Panama, Paraguay, Suriname, Suisse. Les IFRS ne sont pas obligatoires en Suisse, mais sont autorisés et largement utilisés. Ainsi, dans le compartiment international, c'est-à-dire les sociétés dont les titres sont susceptibles d'être acquis par des investisseurs étrangers, 84% des sociétés appliquent les IFRS, contre 16% les US GAAP. Exception notable, la société SWATCH a été autorisée à rester cotée sur le compartiment international, alors qu'elle a abandonné les IFRS pour les Swiss GAAP... au grand dam

de nombreux investisseurs suisses. Il n'en va pas de même pour les sociétés plus petites qui ne recherchent pas d'investisseurs internationaux : dans ce compartiment domestique, les normes nationales l'emportent (65%), les normes IFRS sont minoritaires (7%), les US GAAP ne sont pas représentés, et 28% appliquent la loi bancaire. Les sociétés étrangères cotées en Suisse peuvent aussi appliquer les IFRS.

De même, au Japon, les IFRS sont autorisés depuis 2010, sous certaines conditions. En octobre 2013, le régulateur a assoupli les conditions d'adoption volontaire des IFRS : de 600 sociétés éligibles, on est passé à plus de 4 000, soit la quasi-totalité des sociétés cotées ou en passe de l'être. Ainsi en février 2014, 34 sociétés avaient fait le choix des IFRS. Ce nombre est estimé à environ 60 actuellement et représente un pourcentage significatif de la capitalisation boursière. (Les dernières en date étant Hitachi et Toshiba qui ont annoncé en janvier leur prochain passage aux IFRS). Par ailleurs, les sociétés étrangères cotées au Japon sont également autorisées à appliquer les IFRS.

L'Inde permet également l'application des IFRS, mais seules 11 sociétés ont fait ce choix. Il s'agit essentiellement de sociétés dont les titres sont également cotés dans un autre pays. Pour le reste, les normes nationales ont commencé leur convergence avec les IFRS depuis 2007. 35 normes ont déjà été publiées et correspondent aux IFRS en vigueur au 1^{er} avril 2011. Leur adoption officielle est attendue prochainement. Il convient de noter que cette liste exclut quelques



La mise en évidence du rôle désormais prééminent des IFRS dans le monde

► sujets considérés comme « sensibles ». Il s'agit surtout des instruments financiers (IFRS 9), de l'agriculture (IAS 41) et des concessions de service public (IFRIC 12). On attend également prochainement la publication de la feuille de route pour la suite de la convergence.

QUATRE CAS PARTICULIERS

Deux pays imposent les IFRS aux seules banques (Arabie Saoudite et Ouzbékistan). La Thaïlande est en cours d'adoption des IFRS et l'Indonésie est en cours de convergence.

HUIT PAYS APPLIQUENT DES RÈGLES NATIONALES

(Bolivie, Chine, Egypte, Guinée-Bissau, Macao, Niger, États-Unis, Vietnam).

Les deux principales économies de la planète, la Chine et les États-Unis, ont pris un engagement en faveur des IFRS, comme tous les pays du G20, mais n'ont pas (encore ?) rendu celui-ci effectif. C'est la raison pour laquelle, bien que les pays qui se sont engagés en faveur des IFRS représentent 96% du PIB mondial, le score tombe à 58% en retenant les pays qui les appliquent vraiment. Toutefois, il ne faudrait pas croire que les IFRS ne s'y appliquent pas du tout.

Aux États-Unis, les IFRS sont présents de deux façons. D'abord, on compte environ 500 sociétés cotées qui appliquent les IFRS. Il s'agit des *Foreign Private Issuers*, les sociétés non américaines, qui lèvent des capitaux¹ aux USA (les plus grandes entreprises du monde, européennes ou japonaises : Daimler, Nestlé, Total, Sanofi, etc.). L'un des principaux bénéfices du passage aux IFRS a été pour ces entreprises la fin de l'obligation de préparer et publier un rapprochement entre leurs comptes émis dans leur

pays d'origine et les US GAAP. Depuis 2008, si les comptes sont préparés en IFRS (sans restriction), ils sont admis aux États-Unis sans rapprochement comptable. Le rapprochement était une source de coûts et de complexité pour ces grandes entreprises.

Ensuite, les normes américaines convergent avec les normes IFRS. Du côté européen, on a tendance à ne voir que les efforts consentis pour converger avec les US GAAP, mais les US GAAP se rapprochent aussi des IFRS. Par exemple, en mai 2014, la norme IFRS 15 sur la reconnaissance du revenu est parue au même moment que la nouvelle norme américaine sur le sujet. Ces deux normes sont totalement identiques. Les travaux continuent sur le sujet des contrats de location et sur d'autres sujets, même s'il n'est pas garanti que les normes soient totalement identiques à l'arrivée. Bien que la décision américaine de passer aux IFRS ne soit pas venue, les travaux de convergence continuent et l'écart se réduit entre les deux référentiels. Enfin, il ne faut pas oublier que les investisseurs américains achètent massivement des titres d'entreprises en IFRS et sont donc de grands utilisateurs de ce référentiel.

En Chine, l'application des IFRS est plus ambiguë. En effet, les IFRS ne sont pas autorisées pour les sociétés cotées en Chine, et les sociétés étrangères ne peuvent pas y lever de capitaux. Mais la première place de cotation des sociétés chinoises reste Hong-Kong, où les IFRS sont autorisés. Ainsi les plus importantes sociétés chinoises cotées à Hong-Kong ont choisi

d'appliquer les IFRS. Par ailleurs, certaines de ces sociétés appliquaient déjà les normes Hongkongaises, qui sont désormais exactement les mêmes que les IFRS. De ce fait, la grande majorité des sociétés chinoises cotées à Hong-Kong (84% en nombre et 95% en capitalisation) sont désormais « en IFRS ». Les IFRS sont bien un référentiel comptable significatif pour la Chine.

Par ailleurs, la Chine est elle aussi engagée dans un processus de convergence de ses normes comptables avec les IFRS. La Chine a adopté en 2006 un « paquet » de normes comptables « substantiellement convergées » et a adopté en 2010 une feuille de route pour la poursuite de la convergence. Il n'est pas question de lister ici les différences entre les IFRS et les normes chinoises, mais il est intéressant d'en noter quelques unes : la réévaluation des immobilisations n'est pas autorisée, la reprise d'un *impairment* n'est pas autorisée, la méthode du *goodwill* complet n'est pas autorisée (en IFRS, la réévaluation ou le *full goodwill* ne sont d'ailleurs que des options comptables), le reclassement des actifs financiers à la juste valeur par résultat n'est pas autorisé. Ces exemples montrent que les différences sont limitées. D'ailleurs, pour une entreprise qui n'est pas concernée par les sujets ci-dessus ou qui choisit de ne pas utiliser ces options IFRS, les deux référentiels sont similaires.

Au final, cette étude est riche d'enseignements. Le plus important est la mise en évidence du rôle désormais prééminent des IFRS dans le monde. Non seulement la grande majorité

des pays se sont engagés en faveur des IFRS, mais ceux qui les appliquent représentent plus de la moitié de la richesse mondiale, malgré l'absence apparente de la Chine et des États-Unis. Mais même dans ces pays, les IFRS ont un rôle majeur. Au final, les IFRS sont le référentiel de plus de 52% des plus grandes sociétés mondiales, d'après le classement Fortune 500. Les US GAAP sont le deuxième référentiel le plus important au monde avec 29% des sociétés de ce classement. L'autre enseignement est que si l'Europe a eu un rôle décisif dans l'adoption du référentiel IFRS et reste un « client » majeur, ce n'est désormais plus le client majoritaire : en effet, elle représente 17 000 milliards de dollars de lister sur un total de 40 000 pour les pays qui à ce jour utilisent les IFRS... et la dynamique de croissance économique ne fera que réduire cette part. ●

1. Ou qui ont une obligation de reporting financier en raison de leurs programmes d'actionnariat salarié.

2. Les normes de Hong Kong sont désormais mot pour mot identiques aux normes IFRS. Toutefois, les modalités de transition ayant été différentes, les transactions antérieures à 2005 peuvent avoir été traitées différemment.

EN SAVOIR PLUS



L'étude complète est disponible à l'adresse suivante : <http://www.ifrs.org/Use-around-the-world/Pages/Jurisdiction-profiles.aspx>